

10

Informations Correspondance Ouvrières

SOMMAIRE

SUR LA QUESTION DE LA GUERRE	p I
CORRESPONDANCE	p 4 et II
LA GREVE DES MERINS	p 5
LLAISONS	p I3
VIET-NAM ,	
Documents	p I4
Discussion	p I8
LES GREVES EN LORRAINE	p 2I
PUBLICATIONS	

LE NUMÉRO

0,60 F
(ou 2 timbres)

mensuel

NUMERO 62

JUILLET 1967

PUBLICATIONS

LE MONDE LIBERTAIRE n° 133 (3 rue Terneaux Paris) organe de la Fédération anarchiste dans lequel Maurice Joyeux appelle à la vigilance de façon à protéger son journal de certains éléments troubles qui veulent "l'émasculer" (sic)

Une feuille titrée "FO-force ordurière" provenant du groupe libertaire de Ménilmontant et appelant les anarchistes français à se prononcer pour l'exclusion de tous les sbires de la commission genre Maurice Joyeux. Suit déclaration de la C I A confirmant que FO avait été subventionné par les dollars américains à sa fondation

"LACHEZ TOUT" ,brochure du groupe libertaire Makhno de Rennes - Polémique avec la tendance Joyeux

tract du G . A . R (groupe anarchiste révolutionnaire) dans lequel on trouve le reniement de quelques anars envers le groupe Sisyphe avec le titre suivant : "A bas les cons et les salauds ,vive l'anarchie" . Texte à la hauteur du titre . Aussi une "définition minimum des organisations révolutionnaires" adoptée par la 7eme conférence de l'Internationale Situationniste - Page qualifiée de magistrale

La feuille anarchiste n° 1 - Finster - 122 avenue de Choisy - Paris 13eme

LUTTE DE CLASSE mai 67 --Jean Renault - 73 rue Blanche Paris 9eme

Le LIBERTAIRE n°1 -220 rue Vivegnis - Liège - organe anarchiste belge

LA VOIX OUVRIERE (bulletin des groupes ouvriers belges de Cockerill Ougrée et Espérance Longdoz) avril -Paul Rorive ,57 rue Marcel Rémy à Grivegnée -Article sur une élection de comité d'entreprise avec présentation des différentes boutiques syndicales en compétition .

UNITE OUVRIERE- n° 3 -édité par Unité Ouvrière groupe de liaison pour l'action des travailleurs -Clabau Jean 75 Avenue Gilbert - Bruxelles -"les syndicats au service du patronat en Belgique .

POUVOIR OUVRIER - n° 84 - mai juin 1967 - 22 rue Léopold Bellan Paris 2eme

CONTRE COURANT n° 149) mai 67 Louvet - 24 rue Pierre Leroux - Paris 7eme

L'INTER SYNDICALISTE (n° 67) Ir mai 67 groupe de salariés pour l'économie distributive -Mot d'ordre pour 1967 : "salaire garanti payé par l'état" Irue Salengro -St Nazaire

L'ANRCHO- SYNDICALISTE (n° 66-67) Gatincau -Groupe scolaire Pasteur - St Florent les niort 79 - textes sur St Nazaire ,Rhodiaceta , Berliet .

VOIX OUVRIERE (n° 83) 30 mai 67 - 29 rue de Chateau Landon Paris 3eme

LE PROLETAIRE (n° 44) juin 67 - B P 375' - Marseille Colbert

INFORMATIONS OUVRIERES 39 Fg du Temple - Paris 10eme Appel pour un front unique de classe et aux problèmes de la "lutte de classe" en France .

Déclaration de l'O C I (pour la reconstruction de la IV e internationale) appel à 500.000 travailleurs et jeunes à manifester devant l'assemblée nationale les jour de la grève générale du 17 mai dernier . On y trouve " militants de toutes tendances , vous voulez lutter en combattants disciplinés et organisés pour la défense des intérêts de la classe ouvrière et des libertés ..."

~~XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX~~

Nous rappelons qu'I C O a publié les brochures suivantes toujours disponibles :

- LE MOUVEMENT POUR LES CONSEILS OUVRIERS EN ALLEMAGNE
- ... AUJOURD'HUI LES COMITES D'ENTREPRISE
- ... A PROPOS DE WILHELM REICH et LES CONSEQUENCES DE LA CYBERNETISATION

envoi contre versement de 1 F par exemplaire au ccp 20147-54 Paris
ou quatre timbres .

sur la question de la guerre

Dans le bulletin N° 61 de juin 67 nous avons tenté de situer les rapports actuels entre les grandes puissances. Mais là, des divergences apparaissent exprimant des analyses différentes des sociétés capitalistes, l'une se situant dans le contexte économique et historique des 40 dernières années, l'autre se référant aux transformations profondes des structures des sociétés modernes.

Les deux lettres qui suivent poursuivent ce débat.

- D'un camarade Hollandais:

" Je ne dis pas bien entendu que la troisième guerre mondiale n'aura pas lieu. Le capitalisme reste en soi un système explosif et exclure complètement la possibilité d'un conflit armé me semble tout à fait imprudent, injuste et bête. Mais une fois constaté ça, ce n'est qu'une généralisation très vague et très abstraite, je souligne que le capitalisme de nos jours montre plus une communauté d'intérêts qu'une multiplicité des contradictions comme il y a un quart de siècle.

" Il y a me semble-t-il dans cette thèse, rien d'optimisme. A la base de mon opinion se trouve le fait incontestable que les forces productives d'aujourd'hui demandent des investissements qui surmontent à grande échelle les possibilités et les forces de n'importe quelle bourgeoisie nationale. Le pouvoir d'état représente maintenant tout autre chose que jadis. Il est exigé par une bureaucratie de techniciens qui administre les moyens de production d'une façon presque supra-nationale et ce n'est pas pour rien que nous voyons autour de nous des organisations internationales plus nombreuses que jamais.

" Ce que j'exprime ci-dessus n'a rien à faire avec l'opinion idéaliste qui s'inspire des tendances paisibles de l'internationalisme plus ou moins humanitaire. Les organisations et la collaboration internationales ne sont pas, eux, le produit de l'internationalisme, c'est l'inverse: l'internationalisme, tel qu'il existe, est le produit des circonstances sociales actuelles. Voilà pourquoi la collaboration internationale n'a aucun trait idéaliste. On ne collabore pas parce que le travail commun est un bien, on collabore parce que c'est une nécessité. Voilà pourquoi l'internationalisme idéaliste de l'avant-guerre, celle du vicomte Koudenhove-Kalergi du mouvement Pan-Europe n'était qu'un château en Espagne. Dans ce temps là, l'idée d'une Europe unie ne correspondait pas à la réalité sociale et économique. Ce n'était justement qu'une idée, proprement dit: un rêve. Aujourd'hui on ne rêve plus de la paix ou d'un monde indivisible qui subordonne sa politique et ses conflits et contradictions au bien des hommes. Si on parle de la collaboration internationale c'est dans les mots durs de la science économique qui ne veut absolument pas cacher les intérêts financiers: le marché commun, la fédération de libre-échange. Il ne s'agit plus d'un idéal brillant, mais du profit qu'on pense toucher. Et voilà: justement cet intérêt dur sans aucune beauté, pas inspiré par l'âme mais par le porte-monnaie, a eu plus de succès et a fait plus de progrès que toutes les pauvres tentatives des idéalistes pacifiques entre les deux guerres.

" C'est une vérité ancienne du matérialisme historique que je viens de démontrer. Qu'on se rappelle le désir pour l'égalité dans le monde féodal dans lequel l'inégalité formait la base juridique et dans lequel le droit du seigneur dominait. Combien de sang coulait en vain, combien d'insurrections désespérées avant que l'intérêt sale et nu du tiers état et du capital produise la possibilité pour une

révolution victorieuse et une transformation de la société.

" De plus, n'oublions pas qu'au début du capitalisme (dans les républiques citadines de l'Italie et des Pays-Bas avec son industrie textile (Valenciennes Ondschoote, Leyde,) et son commerce (Anvers, Amsterdam) on voyait des guerres entre de petites unités. C'est le développement des forces productives qui a détruit les petites unités et qui les a remplacé par les grands pays nationaux. La guerre a changé de caractère parallèlement à ce développement. Au dix-huitième siècle on doit mourir sur commande du roi de Prusse. Au dix-neuvième siècle on marche vers les frontières sur la volonté des parlements et des chambres de députés, mais au vingtième siècle qui dans sa première moitié a gardé encore les traditions du siècle passé, les parlements on perdu leur signification et les affaires d'état, pour s'exprimer d'une façon déjà survie, sont décidées d'une façon beaucoup moins politique, beaucoup plus purement "économique". Le mysticisme de l'intérêt national, de la patrie "en danger" de l'existence menacée, etc, etc .. est abandonné. Dans sa place, on reconnaît l'intérêt plus brutal que jamais dans l'histoire, mais justement cet intérêt s'oppose à une politique de catastrophe que les hommes de mon âge ont déjà subi deux fois.

" Ce que je viens de démontrer c'est une tendance. Il y a comme toujours et partout des tendances opposées, bien sûr. Mais la réalité sociale à laquelle ces tendances sont redevables se manifeste de plus en plus.

" Tout ça ne veut pas dire qu'il n'y aura plus de guerre à notre époque. Mais ce seront des guerres à la périphérie du monde capitaliste, des guerres dans ces endroits du monde où le capitalisme moderne se heurte à une société plus primitive ou d'un autre type. Ce que nous verrons dans l'avenir tout proche ce sont des guerres comme au Viet-Nam, comme en Corée ou comme dans le Proche-Orient où le capitalisme d'Israël (qui représente le progrès dans ce coin de la terre) est en conflit permanent avec le féodalisme arabe qui représente le monde d'hier et qui n'est qu'un anachronisme maintenu par le capitalisme du pétrole qui ne déclencherà jamais une guerre pour la liberté et l'indépendance d'Israël contre ses propres intérêts, qui sont liés très étroitement avec les princes du désert.

" En un mot, si on regarde ces conflits limités comme les préliminaires d'une grande guerre,, moi je ne vois pas pour le moment, sur quels faits cette opinion est basée.

" On peut s'étonner que des militants sincères sur un point tellement important divergent d'opinion, mais on doit réaliser que le marxisme et les expériences de la lutte de classe et du développement social ne sont qu'un guide qui nous permet une analyse pouvant mener à des résultats divers. Ce n'est pas curieux, au contraire. Notre méthode de recherche sociale, heureusement, n'est pas un schéma qui oblige aux mêmes points de vue. Comme toute la science, le marxisme lui aussi, ne provoque pas automatiquement la même conclusion, la même perspective. Ça veut dire hélas, que tu seras condamné de rester à balancer entre deux positions. Mais je t'ai donné mes arguments, qui peuvent te faire comprendre qu'à la base de ma position se trouve toute une conception de la société actuelle. "

- d'un camarade du midi:

"Pourquoi la perspective d'une nouvelle guerre mondiale est-elle bien réelle?"

" Les divergences entre nous au sujet de l'apparition de la situation internationale ne mettent pas en cause la cohésion des révolutionnaires groupés autour d'ICO. Elles pourraient même paraître vaines. Mais elles ont cependant l'avantage d'éclairer les différents aspects des événements que nous vivons. Une discussion sur la base de ces divergences trouve donc sa justification dans le fait qu'elle nous fait avancer de quelques pas dans la compréhension et l'analyse du monde moderne.

"Celui-ci est dominé par des conflits d'intérêts, des rivalités économiques qui débouchent sur des affrontements politiques, stratégiques, guerriers, lorsqu'un nouveau partage du monde est à l'ordre du jour entre les grandes puissances impérialistes. Disons tout de suite, que cela n'est possible que lorsque la contradiction de classe est momentanément réduite, lorsque la lutte de classe est jugulée ou canalisée. Tout danger révolutionnaire provoque un accord tacite des pays impérialistes et des classes dominantes de ces pays: Espagne, Hongrie. Actuellement rien de ce genre ne menace les puissances impérialistes qui peuvent alors donner libre cours à leurs rivalités. Tout au contraire, prouver que les exploités sont prêts à s'entre-massacrer. L'intoxication a même gagné les rangs les plus lucides comme nous avons pu le constater au cours de ces dernières semaines.

"Revenons aux rivalités des puissances impérialistes. Rappelons qu'il n'y a pas de capitalisme international ni de bureaucratie internationale. Il y a des pays capitalistes et des bureaucraties nationales. Le monde actuel est partagé entre deux grandes puissances impérialistes USA-URSS, avec chacune ses satellites plus ou moins intégrés ou rétifs, et la Chine, et toutes ces vieilles ou nouvelles nations, du tiers monde, en jeu pour les grands.

"Comme en 1914, comme en 1938, l'inégalité de développement des puissances impérialistes (il suffit de comparer les taux de croissance) a remis en cause le partage du monde issu de la guerre précédente. Avant 1939 il y eut l'expansion japonaise (dès 1931) l'expansion italienne (Libye, Autriche 1934, Abyssinie 1935) et l'expansion allemande. De 1931 à 1938 une suite de conflits limités et parce que le point de rupture était atteint la guerre européenne éclata en 1939 pour une revendication territoriale mineure de l'impérialisme allemand. Guerre qui ne devait pas rester longtemps limitée à l'Europe.

"Pourquoi sommes-nous dans une période semblable? Parce que les conflits limités ne sont plus si limités que ça. Ils concernent de vastes zones où se joue le nouveau partage du monde. Parce que l'encercllement de la Chine, nouvelle grande puissance au potentiel expansionniste effrayant, est en voie de se terminer, d'où l'âpreté de ce conflit "limité" qui'était à ses débuts la guerre au Viet-Nam où le sort de la Chine et de toute l'Asie du Sud-Est se joue. Parce que l'hégémonie économique donc aussi politique sur les pays du Moyen-Orient et du Maghreb est en cause, parce que les satellites des super-grands ruent dans les bran ches, parce qu'une Europe se cherche, moins dangereuse toutefois dans l'immédiat que cette Chine au potentiel gigantesque.

"C'est cette situation qui explique l'agressivité des Etats-Unis, la volonté manifeste de l'URSS de laisser face à face ces USA et la Chine, tout en préservant ses intérêts et donc ses alliances dans les pays du tiers-monde. Il est absolument impossible et il serait d'ailleurs bien prétentieux d'essayer de prédire ce qui peut se passer dans les mois et les années qui viennent. Nous sommes en Europe, en France. Nous avons la quasi certitude de ne pas être concernés de sitôt (en tant qu'révolutionnaires nous le sommes cependant) malgré les engagements de notre impérialisme au Cambodge, en Algérie, etc.. Selon toute probabilité c'est en Asie que va se jouer le sort du monde, que commencera ou a commencé la guerre mondiale, car mondiale elle le deviendra lors de la curée du ou des vaincus.

"Dans cette situation que valent les liens économiques et politiques internationaux? L'ONU? Comme l'ancienne SDN elle ne peut qu'entériner l'accord ou les désaccords des grands. Les liens économiques? Distinguons tout de suite. L'interpénétration des capitaux ne concerne que les pays occidentaux, investissements américains en Europe, et capitaux européens cherchant aux USA de bons placements et un refuge permanent. Il y a aussi les investissements privés et étatiques dans les pays du Tiers Monde qui relèvent du néo-colonialisme. Entre les pays capitalistes occidentaux et les pays bureaucratiques de capitalisme d'Etat seulement des crédits pour faciliter les échanges commerciaux. Entre les pays bureaucratiques eux-mêmes, les liens économiques (crédits, sociétés mixtes, accords monétaires et commerciaux) ne sont qu'un des aspects

de l'hégémonie russe, d'ailleurs branlante. Entre l'URSS et les pays du Tiers-Monde, même néo-colonialisme, avec des variantes, que celui des pays impérialistes de l'occident.

" Dans tout cela, où trouver des liens qui puissent s'opposer à un affrontement guerrier? Certains de ces liens peuvent être assez importants pour vouer la politique d'un pays à suivre docilement celle d'un grand, meneur de jeu. C'est le cas de la Grande-Bretagne. Mais ils peuvent aussi être brisés lors des grandes options.

" Les accords internationaux, tacites ou officiels? En général et la "coexistence pacifique" n'échappe pas à la règle, ce sont des accords de circonstance, valables quelques années, liés qu'ils sont à un partage hégémonique dont la durée est historiquement courte, du fait du rapport de forces changeant. L'existence et le développement de la Chine, le Tiers-Monde, les déséquilibres dus aux taux de croissance inégaux, remettent en question tous les accords internationaux.

" Reste la crainte des destructions massives réciproques par l'utilisation des bombes atomiques et nucléaires, des armes bactériologiques et chimiques. C'est peut être le seul domaine où un accord est possible mais que vaudra-t-il?

" Les USA ne se gênent pas depuis deux ans pour expérimenter au Vietnam toute la gamme des engins de destruction "conventionnels" et autres. Où s'arrêtera leur escalade?

" Résumons-nous. Le danger d'une guerre mondiale est présent. C'est tout ce que nous pouvons affirmer avec certitude. Quant à la lutte de classe qui seule pourrait modifier le cours des événements elle continue certes mais comme en filigrane les travailleurs étant déjà entraînés dans la défense de causes qui ne sont pas la leur. "

oooooooo

correspondance

- d'un camarade allemand de la Ruhr:

" Les manifestations des mineurs de la mine Ewald ont eu un résultat. Avec 200 cars on voulait marcher sur Bonn, le gouvernement a reculé, la mine ne sera pas fermée.

" Suivant le journal Pardon, les entreprises suivantes ont monté un service armé d'autodéfense des propriétaires contre les grèves sauvages:

- Stahlwerke Bochum A.G.
- Henschelwerke Kassel
- Adoxwerke
- Mannesmannwerke, Düsseldorf.

" Depuis un an, le nombre des adhérents a augmenté de 11.000 personnes dans la NDP.

" Les 6000 ouvriers des Kloecknerwerke, Hagen-Haspe, aciers, ont manifesté avec drapeaux noirs contre la fermeture de l'usine.

" Manifestation à Oberhausen contre la fermeture de la mine Concordia 4000 mineurs au chômage.

" A l'usine de Bahlsens de Hanovre, biscuiteries, les femmes espagnoles ont manifesté contre le renvoi de trois des leurs. 600 femmes ont participé à cette grève sauvage. On a lock-outé les femmes qui sont parties chez les autres patrons ou rentré chez eux en Espagne. Il y a quelques jours, une bombe a détruit un mur de l'ambassade d'Espagne. La presse bourgeoise prétend que c'est un fait de la FAI. "

(suite page)

la grève des marins

Syndicats et armateurs se complaisent à dire que la grève des marins est terminée. Voyons de plus près la question car les bonzes syndicaux ont rencontré certaines difficultés à faire arrêter la grève ce qui prouvent que les décisions syndicales se sont placées envers et contre les marins.

En juin 1966, des accords sur les soldes et les salaires avaient été proposées mais ils n'avaient pas été signés par les syndicats des marins sauf par la CGT alors que ces accords étaient bien loin de satisfaire ses propres revendications et surtout celles des officiers.

La CGT avait conclu ces accords:

- parce qu'elle "estimait ne pouvoir obtenir plus dans la conjoncture d'alors, à moins d'entraîner le personnel navigant dans une bataille dont la conclusion était pour le moins, incertaine et qui pourrait être très longue"...

- parce que, plus spécialement pour les officiers, le Comité des Armateurs reconnaissait qu'il pouvait exister un certain "retard" dans l'évolution de leurs rémunérations par rapport à celle des "cadres" de terre...

- enfin, parce que pour les subalternes, les armateurs acceptaient de majorer le pourcentage du taux de stabilisation et le salaire d'attente, de procéder à quelques rectifications de salaires de certaines catégories d'agents du service général de la Marine marchande avait pris l'engagement d'appliquer l'article 55 à compter du 1^o août 66 avec un taux de majoration de 5% alors que pour la période de "validité" des accords qui allait du 1^o avril 1966 au 30 avril 1967 la majoration nette des divers éléments composant les rémunérations n'était que de 4.38%...

La CGT s'était vraiment satisfaite de peu..

Ce rappel était indispensable pour situer les revendications 1967 des différentes organisations syndicales.

I/ 1967: double négociation syndicats-armateurs/ le vendredi 7 avril pour les officiers, le mardi 11 avril pour les subalternes.

- les revendications posées au "nom" des officiers étaient différentes pour l'ensemble des syndicats. Toutefois le fond commun couvrait:

- 1/ le "rattrapage"
- 2/ la majoration conjoncturelle et de productivité.
- 3/ l'allongement des congés.

Dans l'ensemble les syndicats demandent une augmentation de 12% des soldes minimales dans le cas de rattrapage partiel et de 18% dans l'hypothèse de rattrapage total.

- les revendications posées au "nom des subalternes" étaient fondamentalement différentes entre CGT et CFDT. La CGT revendique pour les subalternes une majoration de 5% des éléments principaux de la rémunération, le calcul de l'heure supplémentaire non plus sur le salaire de base mais sur le salaire contractuel, la stabilisation à 90% et le salaire d'attente à 75% et une augmentation d'une demi-journée de congé par mois, tout au moins au titre principal.

- au cours de la réunion au sujet des officiers l'armement a refusé:

- de discuter même le principe de l'allongement du congé.
- d'envisager un quelconque rattrapage
- de matérialiser le gain de la productivité autrement que par des accords visant les navires automatisés.

Sa seule réponse est celle d'une majoration de 3% des soldes et des salaires, ce pourcentage correspondant à leur avis à l'évolution des indices du coût de la vie...

Les syndicats sont bien gênés devant le peu de miettes accordées par les armateurs. Ils ne trouvent rien de mieux que d'accepter une prochaine réunion pour le 14 avec l'armement. Ainsi on gagnerait du temps avant d'être obligé d'engager l'épreuve de force... le 13 avril, la réunion est repoussée au 21... A la réunion devant aborder le problème des subalternes, le 11 avril, le Comité des armateurs refuse 6 des 17 points avancés par la CGT, accepte la discussion sur 5 points, classe 5 autres points comme "questions à voir" et enfin sur le 17^e point dit non aux 5% d'augmentation, proposant seulement 3% comme aux officiers. Quant aux revendications présentées par la CFDT qui portent sur 5 points principaux et diffèrent sensiblement de celles de la CGT puisqu'elles tendent davantage à rapprocher le marin français du travailleur de terre, elles comportent entre autres l'institution d'un minimum de rémunération mensuelle garantie égal à 1000 frs par mois. Les armateurs disent non aux demandes CFDT tout en acceptant de mettre à l'étude l'institution du minimum garanti.

Ainsi que ce soit le problème des officiers ou des subalternes, les armateurs disent non aux revendications syndicales, catégoriquement pour les officiers plus hypocritement pour les subalternes en laissant entrevoir des portes entr'ouvertes pour des discussions sur certains points; ceci devant permettre aux syndicats de bien différencier les problèmes.

2/ les syndicats face au veto patronal:

Les syndicats d'officiers se réunissent le lundi 17 avril à Paris et donnent le communiqué suivant:

" les représentants des organisations syndicales d'officiers, réunis à Paris le 17 avril, ont étudié les dispositions à prendre éventuellement pour appuyer les revendications "congés et soldes" actuellement en discussion avec les armateurs; ils ont envisagé d'appeler les officiers de tous les genres de navigation à effectuer un retard à l'appareillage de 72h à partir du mardi 25 avril à zéro heure. Ils ont réservé leur décision jusqu'à ce qu'ils aient été en mesure de prendre connaissance des nouvelles propositions qui leur seraient faites par le Comité Central des Armateurs au cours de la réunion paritaire prévue pour vendredi prochain 21 avril. A l'issue de cette réunion ils arrêteront et feront connaître les décisions et directives qu'il conviendra d'appeler ".- Communiqué commun CGC- CGT- CFDT- FO- et SNP.

C'est donc clair, les syndicats prennent les directives entre eux sans consultation des marins et sont décidés à bien maintenir séparés officiers et subalternes. La presse ose qualifier cela de "quasi ultimatum". La partie est engagée sur le papier.

3/ le véritable conflit: les officiers en action:

Fatalement, le mardi 25 avril, à zéro heure, les officiers retardent de 72h les appareillages de leurs navires, les syndicats ayant donné feu vert acculés par la position patronale après "l'ultimatum". Les consignes syndicales qui ont reçu

localement des modalités d'application semblent être rigoureusement suivies par tous les officiers. Les personnels subalternes ont de leur côté, reçu de leurs propres organisations syndicales et tout particulièrement de la CGT des recommandations très précises pour ne gêner en rien l'action des membres des états-majors. Ainsi, on s'applique côté syndicats, à bien cloisonner l'action. Le mot d'ordre est que tous les navires doivent être touchés, une fois seulement, par un retard de 72 heures. C'est donc plus un mouvement de protestation qu'une grève proprement dite.

Pourtant, quelles sont les positions?

1/ Le Comité des Armateurs a bien précisé que sa proposition était la dernière (3% d'augmentation et 1 jour de congé supplémentaire pour tous les genres de navigation), agitant le spectre du désarmement possible de certains navires actuellement "tenus à bout de bras", au cours de la réunion du 21 avril.

2/ les syndicats, face au mécontentement des états major des navires, répètent qu'en aucun cas ils ne pouvaient accepter l'augmentation de 3% sans ajouter au décalage déjà trop important des soldes.

3/ aucun nouveau rendez-vous n'a été pris entre syndicats et patron.

4/ Et les subalternes? /

Les officiers en grève à partir du 25, la réunion des syndicats et des patrons du même jour pour les subalternes se clôture par l'arrêt d'une prochaine réunion pour le 3 mai. Armateurs et syndicats font tout pour gagner du temps. La CGT va même jus qu'à dire que pour le cas des subalternes certaines offres de l'armement allaient dans le sens souhaité par elle. Elle décide de "consulter" les bords et les ports pour donner sa réponse le 3 mai quant à savoir s'il fallait signer l'accord sur la base des propositions patronales...

5/ Officiers et syndicats /

Dans les ports, les officiers "votent" sur le thème des consignes syndicales et dans la très grande majorité des cas, ils les appliquent strictement. Le 2 mai, les organisations syndicales acceptent 2 des 3 dispositions de la proposition armatoriale dont l'une sous réserve et rejettent la 3ème. Elles acceptent le jour de congé supplémentaire, la suppression de la disponibilité et repoussent les 3%. Côté armatorial, on établit 3 propositions: 2% pour le congé supplémentaire sur leur masse salariale, 1% pour la suppression de la disponibilité et 3% pour la majoration des soldes et des salaires.

Les armateurs ne veulent pas dépasser ces 6%. Côté syndicats, les réactions des officiers sont telles que les boutiques syndicales sont obligées de juger ces propositions largement insuffisantes.

Côté subalternes, la CFDT dit non aux propositions patronales tandis que la CGT trouve que ces dernières contiennent des dispositions constructives et acceptables. Prochaine réunion syndicats- patrons le 12 mai.

Sur le front du mouvement, la Cie Générale Transatlantique et la Cie des Chargeurs Réunis estimant que les voyages de ses deux navires "Antilles et Koufra" ne pouvaient plus s'effectuer dans des conditions normales, prennent la décision de les désarmer pour la durée de leur voyage tout en prenant soin de ne pas pénaliser leur personnel subalterne pour éviter que ce secteur ne passe de la position d'attente à celle

d'action.

D'un autre côté la pression armatoriale s'est exercée pour les états-majors de certains navires pour qu'ils ne suivent pas les consignes syndicales. Ces opérations de diversion n'ont eu que des succès limités.

En effet, il apparaît à travers un pointage que 140 navires ont fait escale en France depuis le 25 avril, et que sur 140 navires 120 ont marqué le temps de retard à l'appareillage.

Dans ces navires, il y avait "France".

Mardi 9 mai, réunion des syndicats "officiers". Une motion en ressort informant de la poursuite du mouvement sous la même forme: "retard à l'appareillage de 72h après la fin des opérations commerciales et des réparations dans le premier port touché en France pour tous les navires n'ayant pas encore participé à l'action".- "arrêt national de 48h du 16 au 18 mai pour le remorquage, engins portuaires et Ponts et Chaussées" (services de sécurité devant être assurés).

Pendant ce temps, réunion à l'Hôtel Matignon à Paris du conseil exécutif du Comité des armateurs qui décide secrètement de se réunir à nouveau le 10. Le 10 les patrons laissent entendre que des pourparlers seraient possible le 12.

Le 12 mai, réunion syndicats-patrons. Les armateurs proposent toujours un jour de congé supplémentaire, augmentation de 3% à compter du 1^o mai, nouvelle majoration de 15% à compter du 1^o octobre mais ramènent la solde de disponibilité de 100% à 75%. Les syndicats estiment que ces propositions étaient pour l'essentiel "un habillage" de celles du 21 avril et les refusent. Le maintien intégral du mot d'ordre du 9 mai est décidé. Réunion intersyndical le 19 mai.

Pendant ce temps pour les subalternes, une réunion patrons-syndicats a satisfait les syndicats vu que les nouvelles propositions de l'armement se rapprochaient du minimum qu'ils considéraient nécessaire pour une discussion sérieuse.

Jean Morin, du secrétariat général de la Marine Marchande convoque les syndicats le 16 mai, rassemblant représentants syndicaux officiers et subalternes. Ce monsieur fait part de son inquiétude devant la lenteur des pourparlers. Il est l'homme qui depuis 1962 a toujours évité les conflits les plus durs et a toujours trouvé des compromis. Il ne cache pas à ses interlocuteurs que la "liberté de manoeuvre" des armateurs était désormais excessivement **mince** et qu'il ne pouvait pas, au nom du gouvernement, exercer sur l'armement la pression qui puisse l'accroître. Les syndicats se disent fermes. La CGT déclare que les marins entendent obtenir une petite rallonge sur la majoration des salaires sans pour autant oublier la prime de fin d'année. Deux commissions de conciliation échoueront. Jean Morin décide de réunir patrons et syndicats pour le 1^o juin.

6/ Vers la fin du mouvement

La mission "bons offices" de Morin était destinée à éviter l'annulation du prochain voyage du paquebot "France" programmée pour le 3 juin. La position des syndicats ne tenait plus qu'à la majoration des soldes pour les officiers et à la création de la prime de fin d'année pour les subalternes. Pour l'armement, il s'agissait de ne pas prendre d'initiatives nouvelles tant qu'il ne serait pas fixé sur la réaction des experts du gouvernement.

Finalement, on se résout à décider la réunion des patrons le lendemain.

Le lendemain les patrons demandent un nouveau délai de 24h... Pendant ce temps le retard à l'appareillage est toujours appliqué. Les officiers et l'équipage du paquebot "France" votaient pour fixer leur attitude. A l'unanimité les subalternes votaient le retard de 72h, et une importante majorité des officiers décidait dans le même sens (33 oui, 11 non, 2 blancs). Le 6 juin, les patrons convoquent les syndicats. Ceux-ci publient un communiqué disant que face à de telles tergiversations de la part des armateurs les officiers de tous les navires allaient surseoir à tout appareillage jusqu'à des propositions acceptables. Le 6 donc, les patrons proposent 0.7% en plus auquel on s'efforce de trouver un qualificatif. Les syndicats doutent alors de l'accord de la part des officiers et remettent la réponse au 7 afin de consulter ces derniers. Par contre pour les subalternes tout en décidant d'attendre aussi le 7, la CGT ne cache pas sa satisfaction. Le 7, la CGT donnait son accord pour les subalternes et levait la consigne de retard de 72h donnée aux équipages. La CFDT s'aligne sur la CGT.

Les "représentants" des officiers disent non aux dernières propositions patronales et suggèrent un arbitrage. Les armateurs laissent entendre que des mesures de réquisition pourraient être prises à l'égard des officiers des pétroliers qui encombrèrent encore mercredi soir le port de Lavéra.

7/ Puis le 8 juin, les syndicats publient le communiqué suivant:

" Réunis à Paris, les représentants des organisations syndicales d'officiers ont examiné la situation telle qu'elle se présente à la suite des réponses reçues des différents ports, concernant les dernières propositions du Comité Central des Armateurs.

"Des avis exprimés lors des consultations qui ont eu lieu les 7 et 8 juin, il résulte qu'il ne leur est pas possible de donner leur accord aux dernières propositions armatoriiales, les résultats jusqu'à là obtenus après un mois et demi d'une lutte sans défaillance de la quasi-unanimité des officiers, bien que non négligeables, n'en étant pas moins insuffisantes. Cependant: devant l'opposition du Comité Central des Armateurs soutenu par les Pouvoirs Publics et le veto formel opposé par les plus hautes instances à nos revendications, devant les menaces précises de réquisition de la flotte, devant les pressions des compagnies de navigation, allant jusqu'au désarmement des navires, les représentants des organisations syndicales décident d'inviter les officiers à reprendre tous ensemble et dans l'ordre un service normal.

" Ils tiennent à préciser que cette décision n'implique en rien de leur part l'abandon des revendications présentées au Comité Central des Armateurs en ce qui concerne les conditions de congé et de rémunération des Etats-Majors".

Le sabotage du conflit par les syndicats est subit aux yeux des marins en grève dans certains ports. Alors que cette décision d'enterrement ne devait soi-disant pas causer de surprise à Marseille et à Lavera en revanche au Havre elle fut très mal accueillie. En effet, dans la matinée du même jour du sabotage du mouvement par les syndicats, les officiers des navires présents au Havre avaient encore décidé de soutenir la lutte. A la nouvelle du mot d'ordre syndical mettant fin à la grève ils décident de ne pas le suivre jusqu'au samedi 10 juin date à laquelle ils avaient convenu de leur prochain rendez-vous. De leur côté les officiers du remorquage décidaient de ne procéder à aucun mouvement des navires français. Toutefois dans la nuit des votes eurent lieu à bord des navires et tout d'abord du paquebot " Flandre". Sur ce dernier non sans une profonde amertume on annonçait la reprise du service normal. Des décisions semblables devaient être prises à bord de 11 cargos. Ainsi le conflit prenait fin. Un communiqué des organisateurs CGT et CFDT du Havre constatait que "les officiers ont été mis dans l'obligation de reprendre leur service normal comme le leur demandait la

décision adoptée la veille à Paris par les organisations syndicales"...

Les syndicats ont signé l'accord pour les subalternes. Pour les officiers rien n'est encore fait.

C'est alors que l'action désamorcée pour la flotte de commerce l'on apprend que c'est seulement maintenant que les représentants syndicaux des officiers et du personnel subalterne du remorquage avaient vu les patrons. Ils réclament les mêmes propositions que celles faites aux officiers du large et refusées par eux.

A voir comment les syndicats ont été obligés d'affecter une certaine fermeté au cours des réunions, comment ils ont prolongé les réunions, les palabres, etc.. pour tout faire traîner en longueur (avec l'aide des armateurs) comment ils ont cloisonné chaque secteur, subalternes d'un côté, officiers de l'autre, mots d'ordre d'action aux uns, pas pour les autres, acceptation des accords pour les uns alors qu'ils étaient obligés de refuser pour les autres, à voir comment ils ont dû précipiter le sabotage du mouvement, il y a à gager que les marins ne sont pas satisfaits, voire hostiles comme ceux du Havre, et que le mouvement est sans doute temporairement désamorcé.

Le Havre: (extrait du "Marin" - 16 juin)

" Epilogue de la grève des officiers: la décision de reprendre le travail prise à Paris par les représentants syndicaux des officiers, a étonné les organisations havraises dont la position "en pointe" ne cessait de s'affirmer, ce jour même encore, où intervenait la conclusion au plan national.

On pensa même un moment, que le mouvement pourrait continuer au Havre mais ce ne fut en réalité qu'un baroud d'honneur, puisque le lendemain, les bateaux appareillaient les uns après les autres.

Il n'en restait pas moins un préavis de grève déposé par les officiers du remorquage mouvement dont la date de départ devait être fixée au cours d'une réunion cette semaine à Paris.

Les syndicats ont publié la résolution suivante:

.... demandent confirmation des Pouvoirs Publics que la décision d'application unilatérale des armateurs s'applique également au remorquage et aux PC faute de quoi, de nouvelles actions seront déclenchées dans ce secteur.

Pendant six semaines, mille quatre cents officiers de la Marine marchande embarqués sur cent vingt navires et sur les remorqueurs et engins portuaires des ports du Havre, de Dieppe et de Caen, ont prouvé par leur participation massive aux retards de 72 heures à l'appareillage- et à partir du 2 juin à l'arrêt total des navires- qu'ils étaient décidés à appuyer vigoureusement leurs demandes d'augmentation des salaires et des congés. Cette volonté s'est exprimée à nouveau lors du vote massif (120 officiers) favorable à la poursuite de la grève intervenue le 8 juin au matin en réponse à la consultation nationale sur l'opportunité du recours éventuel à l'arbitrage. La décision des représentants syndicaux à Paris a mis un terme au mouvement. Force est donc d'accepter le fait accompli ".

Mouvements postérieurs à l'ordre de reprise des syndicats:

Rouen: le "Cap Sim" et le "Cap Guir" étaient encore en grève le 10 juin... la compagnie avait pris la décision de désarmer les deux navires.

Marseille: le 21 juin, les officiers du remorquage du port de Marseille refusent d'effectuer des heures supplémentaires et d'assurer différents travaux; les sociétés de remorquage déposent les rôles le 22 juin (c'est l'équivalent d'un lock out; le lendemain, les officiers reprennent le travail.

(suite de la correspondance)

- de camarades anglais:

"Nous projetons de publier une brochure sur la société "Singer Manufacturing Co" et souhaiterions obtenir l'aide de tout groupe qui pourrait avoir des informations sur les conditions de travail dans les usines de Bonnières, Alençon, Malines (Belgique). Nous serions aussi désireux d'avoir des informations des zones suivantes d'Italie: Monza-Lieni.

" Voici les questions auxquelles nous aimerions obtenir une réponse:

1/ combien d'ouvriers sont employés dans l'usine.

2/ Leur nombre a-t-il augmenté ou diminué en 1963.

3/ Dans quel secteur de la production cela s'est-il produit?

4/ Quels sont les salaires moyens de l'ouvrier de base?

5/ Y-a-t-il un journal d'entreprise? Si oui, en envoyer un exemplaire.

6/ Y a-t-il une organisation d'usine? Si non, pourquoi?

Si nous pouvons posséder ces renseignements, nous serons à même de publier une brochure qui donnera aux dirigeants de Singer une belle frayeur. Ceci doit être un exemple de pratique de socialisme libertaire international.

(nous avons diffusé cette lettre auprès de camarades français et étrangers susceptibles par leur situation d'y répondre. Si d'autres camarades possèdent des informations sur la société Singer (machines à coudre, machines textiles, et c..) qu'ils les envoient à ICO pour transmission).

- d'un camarade belge (Unité Ouvrière):

Le texte d'un tract diffusé par ces camarades au siège belge de "Roberts Europe" et appelant à la solidarité avec les travailleurs de l'usine anglaise "Roberts Arundel" en grève depuis 23 semaines. (voir ICO N° 6I- juin 67).

- d'un camarade de Paris:

Les journaux parlent beaucoup en ce moment des étudiants; c'est parfois intéressant, bien qu'ils rabâchent souvent des choses déjà connues.

Enfin, seul un petit nombre parmi la classe ouvrière surnagera; pour les autres, les moins doués, aux lions. Oui, on le sait, mais il fait bon le dire et le redire.

Pour les étudiants, beaucoup portent ça comme un passe-droit, une priorité, surtout s'ils viennent des classes riches, de cadres, de chefs de ceci ou cela, contremaître, tous disposant de quelques moyens financiers, y compris des bolcheviks en rupture de ban, dont certains rejets ne sont que des cons et trop souvent de petits salauds- pas de leur faute bien sûr;

Toutes les organisations y compris celles qui se disent révolutionnaires, la grande presse, la radio, la T.V., tous se consacrent aux étudiants, la "déchéance de la jeunesse", la "misère en milieu étudiant", on en a plein la gueule. Ils en font une classe élue, qui doit profiter, voyager, seule à être douée pour voir et comprendre. Je crois de plus en plus, qu'on devrait ouvrir un débat sur ce sujet.

Plusieurs lettres de camarades touchant des questions d'orientation générales et des réponses à ces lettres et à d'autres déjà publiées figureront dans le prochain bulletin qui leur sera principalement réservé.

- d'un camarade de Marseille:

E.D.F. - G.D.F. / : bien que prévue depuis plusieurs jours, la réunion d'information projetée par le syndicat CGT et concernant la question des salaires n'a

été suivie que par le 1/4 des ouvriers de plomberie, lesquels ont encore manifesté leur répugnance à suivre les ratiocinations du bonze de service.

Auparavant prévue à partir de 7h15, la réunion n'a pu débiter qu'un long moment après et obligeant le délégué et son suppléant à s'exécuter comme aboyeurs. Parce que réticents aux sempiternels propos mensongers, les camarades ont préféré join au plus tôt leurs chantiers respectifs.

Venant à quelques jours d'importants départs en congé, le piètre exposé faisant référence à la "conjoncture économique et sociale actuelle", devait "attirer l'attention de tous les électriciens et gaziers sur le sort que le gouvernement des monopoles voudrait faire subir à notre régime de sécurité sociale" complété aussitôt par les véhéments regrets:

" Ah, si nous avions un gouvernement de gauche, nous pourrions préparer nos valises en toute quiétude, mais maintenant il faut être vigilants et riposter coup pour coup à ce gouvernement impopulaire, et réaliser l'Unité, seule garante des succès de notre lutte, des luttes d'autrefois, où, au coude à coude, on a fait reculer les patrons".

Et de rappeler les grèves staliniennes de 1958 et 1952 .

Il fut aussi question de "possibilité de mobilisation si les directions refusent de nous recevoir" et surtout de "prise de conscience" comme les curés seuls semblaient savoir le faire. Ce manque évident de "prise de conscience" illustré par la composition étiqque de l'assemblée, confondu totalement, ici, à la non-adhésion au syndicalisme CGT, provoqua d'intarissables plaintes chez le bonze, le délégué et son suppléant.

Inquiets de la mévente de la presse syndicale, les dirigeants locaux de la CGT organisent depuis peu une grande campagne de publicité et de souscription en faveur du journal "Force" et craignent que les travailleurs accueillent cette présente souscription avec autant d'indifférence que celle lancée pour "La maison de la Vie Ouvrière".

Le mur de lamentations une fois franchi, on entra de plain-pied dans le véritable problème qui est celui de la réorganisation de tous les services technique et administratifs; la reconversion des centres d'exploitation s'accélégrant chaque jour. Mise en place d'ordinateurs pour les travaux du fichier compteurs, utilisation de puissantes machines automatiques pour l'encaisse des consommations de l'énergie fournie ont provoqué l'éclatement des vieilles routines et la disparition de certaines formes de travail devenues depuis caduques. D'importantes unités de travail ont définitivement disparu du planing de production, et des centaines d'ouvriers ont été contraints de renoncer à des catégories entières d'emploi. Les nombreux stagiaires qui attendaient leur nomination définitive ont été renvoyés tandis que les jeunes travailleurs ont été rapidement reconvertis par de médiocres stages de formation accélérée; les autres, les irrécupérables, jugés insuffisamment aptes à satisfaire aux nouvelles exigences du travail, et dont le sauvetage offre peu de rentabilité à la direction, se trouvent la proie de divers chantages " à prendre ou à laisser".

De grandes discussions, tenues jusqu'à ce jour sous un silence impénétrable, ont rassemblé avec les directions, les représentants syndicaux pour la réalisation commune des tâches les plus urgentes. C'est pour harmoniser dans un sens "humain" cette première conséquence de l'automation que les syndicats essaient d'éviter les conflits et réduire les mouvements de résistance à la manipulation.

Un vaste projet de codification de l'organisation du travail vient d'être conçu par le syndicat CGT qui réduit de plus en plus le rôle de l'homme dans son travail. Les bureaucrates viennent de décider d'un nouveau plan qui ne tardera pas à être appliqué officiellement; c'est le " Catalogue des fonctions" qui servira aux patrons et aux dirigeants "ouvriers" de guillotine sèche.

LIAISONS

Réunion des camarades de Paris - 24 juin 1967- 17 camarades présents-

I- Information d'entreprises: la grève du 17 juin n'a eu aucune suite.

Dans les entreprises, c'est la situation habituelle, sans événement marquant.

Un camarade de Lorraine (Soljac) parle des grèves des mineurs de fer et de la sidérurgie d'avril-mai; ces informations sont reprises dans l'article sur cette grève.

Renault: le bilan de 1966 étant - paraît-il - exceptionnel, les syndicats CGT- CFDT- FO, ont posé une revendication pour une prime supplémentaire. Mais rien n'est moins sûr qu'elle soit accordée. Ils ont lancé pour le vendredi 23 juin un mot d'ordre de "suspendre le travail" (sic) de 9h30 à 10h30 avec manifestation pour l'équipe du matin et la normale, une heure avant la sortie pour l'équipe du soir. Peu ont suivi. Aux forges, le "crédit" d'heures de grève (9h par semestre au delà duquel il y a un abattement de 20% sur la prime) étant épuisé, personne n'a débrayé. Lorsque le cortège passe devant les forges et la fonderie, les gars s'interrogent...

II- Correspondances:

un camarade a reçu d'Espagne un texte éxamant d'un groupe d'étudiants qui sera publié dans ICO.

Des camarades d'Ecosse (Solidarity) demandent des informations sur la société "Singer Manufacturing Co", usines de Bonnières et Alençon (France), Malines (Belgique), Monza et Liéni (Italie); leur demande a été diffusée. Les camarades qui pourraient avoir des contacts dans l'une de ces usines doivent nous écrire.

Lettres de camarade de La Rochelle (texte sur la grève des marins) de Marseille (texte sur l'EDF) d'Essen (lettre sur l'Allemagne)
Les camarades de Direct Action nous ont demandé un bref texte sur les dernières grèves en France; ce texte leur a été adressé.

III- Deux sujets étaient proposés en discussion- la situation internationale
la préparation de la rencontre de juillet. C'est de cette rencontre qu'il devait être parlé d'abord. Mais le débat sur les cinq sujets proposés pour cette rencontre:

- 1/ pourquoi venez-vous à la réunion et qu'en attendez-vous
- 2/ Evolution du capitalisme moderne.
- 3/ Viet-Nam, Chine, etc..
- 4/ Signification des luttes ouvrières
- 5/ Activités des groupes.

s'est transformé après un bref échange en un débat sur le Viet-Nam qui est reproduit par ailleurs.

Ce qui touche la préparation de la rencontre de juillet, sera diffusé séparément auprès des camarades participants, en vue de la réunion spéciale prévue à cet effet pour le 8 juillet.

Viet-Nam

documents

Tract diffusé aux USA par les camarades du groupe "Socialist Independent"

" ARRETEZ LA GUERRE AU VIET-NAM ! L'escalade de la guerre au Viet-Nam se poursuit, une guerre qui va à l'encontre à la fois des intérêts du peuple américain et du peuple vietnamien. L'Administration Johnson a montré au monde qu'elle ne recule devant rien pour protéger sa politique réactionnaire au sud-vietnam. Seule une vague massive et énergique de protestation peut arrêter l'Amérique dans sa ruée aveugle vers la troisième guerre mondiale.

" La guerre au Viet-Nam est dans l'histoire de l'Amérique la guerre la plus impopulaire. Mais jusqu'à présent le mouvement de la paix, organisé n'a pas réussi à canaliser l'inquiétude et le dégoût du peuple américain. Il faut non seulement toucher moralement la grande majorité du pays, mais également la toucher dans ses intérêts réels.

" Jusqu'à présent la guerre a stimulé l'augmentation de l'emploi et aggravé l'inflation. Mais maintenant, alors que l'inflation liée à la guerre continue les licenciements vont croissants. Même les travailleurs qui pensent soutenir la guerre s'opposent à ses effets concrets. En même temps, la guerre est utilisée comme prétexte pour couper les fonds de bien-être déjà insuffisants, et pour étouffer le mouvement Noir. Les impôts risquent d'augmenter. Les forces de la société américaine qui peuvent arrêter la guerre sont de plus en plus en rupture avec l'administration.

" Cependant il y a un danger: beaucoup de ceux qui veulent l'arrêt de la guerre sont prêts à écouter les gens de droite qui réclament une escalade massive pour "régler rapidement" le conflit. L'absence d'une opposition franche et puissante de la gauche a créé un vide dans la politique américaine que les démagogues de droite commencent à combler.

" Le mouvement de la paix doit travailler à une nouvelle alliance politique, en Amérique, des travailleurs, des Noirs et des pauvres, capable de transformer à l'intérieur et à l'extérieur la politique américaine. Une telle alliance ne peut avoir de sens que si elle est active et indépendante de l'institution de guerre. Elle doit exiger un retrait immédiat des troupes américaines du Viet-Nam, mais elle doit faire plus. Elle doit présenter un programme social aux Etats-Unis et au monde, fondé sur un engagement révolutionnaire pour la démocratie, pour les droits de l'homme et pour le bien être humain. Elle doit rendre évidente la rupture sur les deux plans contre cette sale guerre qui fait du Viet-Nam une terre en friche. Elle doit s'adresser directement aux besoins du peuple américain, pour le plein-emploi, l'égalité raciale, l'abolition du paupérisme, et par-dessus tout, pour l'arrêt immédiat de la guerre au Viet-Nam. Aucune entente de politiciens qui n'ont que des divergences minimales avec l'administration ne peut arrêter la guerre. Seule une opposition indépendante et démocratique peut l'accomplir.

" Ce rassemblement (mobilisation) peut être le point de départ d'une telle opposition. "

Réponse du groupe " Cahiers de discussion pour le Socialisme des
Conseils :

" Dans ces brèves remarques nous avons essayé de ne pas abandonner la perspective dans laquelle vous vous situez et qui constitue en quelque sorte votre hypothèse de travail et la base de vos références historiques: la lutte des classes et les institutions répressives mises en place: armées, polices, bureaucraties, et naturellement dans le domaine idéologique un appareil de propagande et de conditionnement intellectuel au service de la classe dominante; cette pièce maîtresse du système d'oppression capitaliste, un aphorisme de Marx le caractérise en ces termes: "les idées dominantes sont les idées des classes dominantes". Celle-ci poursuit toujours des buts égoïstes sous le couvert de l'intérêt général de la communauté; monde libre, patrie, nation, peuple, race et aujourd'hui patrie socialiste, tels sont les drapeaux qui servent à la mobilisation des masses pour la défense des intérêts des classes ou des castes au pouvoir. L'exemple actuel du Viet-Nam où chacun des gouvernements prétend représenter les intérêts de "son" peuple, au nom du socialisme ou du monde libre, tout en participant à une tuerie atroce, est une illustration fondamentale de cette loi d'airain des sociétés oligarchiques. C'est pourquoi dans un tel conflit, toute notre analyse politique, partant toutes nos positions doivent dépendre de notre appréciation de la nature sociale des régimes concernés et non de la phraséologie en cours chez chacun d'eux. Une telle analyse peut seule permettre de saisir le contenu et l'enjeu réels de la lutte et des arguments utilisés de part et d'autre pour rejeter la responsabilité du conflit sur l'adversaire.

"Or, il ne nous apparaît pas clairément que vos positions sur la guerre du Viet-Nam soient commandées par une telle analyse, votre tract reprend, sous une forme plus nuancée et plus radicale, les arguments qui servent à toute la gauche non pour condamner les très prosaïques intérêts de classe que défendent avec des moyens essentiellement identiques, chacun des belligérants, mais pour persuader le peuple américain que son "intérêt national" se trouve menacé par la politique aveugle d'un gouvernement "réactionnaire".

" Vous déclarez en substance que, si jusqu'ici la guerre a pu paraître bénéfique au peuple américain, sa poursuite risque maintenant "d'augmenter les impôts" "d'aggraver le chômage", bref, de léser les intérêts économiques de la classe ouvrière; comme si ces maux provenaient de la guerre et n'étaient pas inhérents au système social lui-même, quels que soient ses dirigeants et leur politique. En fait, il n'y a rien là qui ne puisse être interprété comme n'étant pas la défense de l'intérêt national bien compris qu'une politique "réactionnaire" compromettrait; ce qui laisse supposer qu'un changement de politique pourrait modifier la situation.

" Un lecteur non averti, de vos positions véritables pourrait à juste titre se demander si, pour vous, la prospérité économique de la nation n'est pas seule en cause et si, dans le cas où, de la continuation de la guerre, devait dépendre une amélioration du sort des ouvriers, ces derniers ne seraient pas justifiés de la soutenir. Cette ambiguïté nous fait penser qu'on ne peut définir une position socialiste indépendante face à la guerre à partir d'un critère tel que l'intérêt ou les désavantages matériels immédiats que les classes laborieuses peuvent retirer d'un conflit armé, car les pires entreprises impérialistes peuvent être perpétrées au nom de la prospérité de la classe ouvrière d'un pays (voir Hitler). Nous avons eu entre les mains le tract d'un groupe d'extrême-droite qui, utilisant une argumentation symétriquement inverse de la vôtre, réclame la poursuite de la guerre au nom de la liberté, de la démocratie et de la prospérité matérielle du peuple américain. Il y a là une logique dont on ne peut sous estimer la valeur. Dans un pays comme les Etats-Unis, où environ 25% de l'économie

nationale, - et par conséquent des millions de travailleurs - dépend de la fabrication des armements, il est incontestable que du strict point de vue de la prospérité nationale la guerre soit indispensable au bon fonctionnement du système. Hier, l'intérêt des classes dominantes des USA les invitait à s'allier aux pays "socialistes" pour défendre la "liberté" et les valeurs chrétiennes menacées par Hitler. Aujourd'hui, la défense du monde "libre", les mobilise contre leurs alliés d'hier mais leurs intérêts et leurs buts n'ont pas varié ni la nature de la guerre.

" D'ailleurs, s'il était vérifié qu'une victoire rapide des Etats-Unis au Viet-Nam puisse augmenter leur puissance économique, allonger la chaîne d'or qui rive le prolétariat à ses maîtres et apporter un régime colonial prospère aux Vietnamiens nous n'accepterions pas pour autant cette guerre dans la mesure où cette prospérité relative des travailleurs ne ferait que les assujettir plus solidement à la domination du capital et à son économie politique. Nous n'aborderons pas ici l'hypothèse très vraisemblable d'une cessation des hostilités pour gagner de part et d'autre "de l'espace et du temps" en vue de la préparation du conflit sur une base élargie. Si " le retrait immédiat des troupes américaines au Viet-Nam" est souhaitable, il ne règlera pas pour autant le problème pour le peuple américain et encore moins pour le peuple vietnamien. Le contexte international dans lequel se déroule le conflit demande que l'on s'interroge sur les motifs qui, dans un camp comme dans l'autre déterminent les dirigeants à disposer de la vie et de la mort de leurs peuples au nom d'un intérêt général qu'eux seuls ont le pouvoir de définir et d'imposer.

" C'est un fait qu'il ne s'agit même pas pour le Vietcong et le Viet-Minh d'une guerre de libération nationale comme celle par exemple dont l'Algérie a été le théâtre. L'intervention américaine a trouvé en face d'elle un Etat qui fait partie intégrante d'un groupe de pays - le camp socialiste - ayant des intérêts et des buts définis dans le cadre d'une stratégie politique et économique mondiale. La guerre du Viet-Nam s'insère dans un conflit qui, de part et d'autre dépasse de loin le cadre national même si " l'idéologie dominante" tend à le présenter sous cet aspect. Le récent accord sino-soviétique pour l'aide au Viet-Minh montre clairement qu'un groupe d'intérêts de loin supérieurs à l'intérêt national du peuple vietnamien oriente cette guerre et greffe, sur les limites étroites de la lutte nationale, toute une série de considérations militaires et stratégiques concernant un "bloc" à l'intérieur duquel le Nord Viet-Nam fait figure de "pion stratégique". Dans ces conditions, quel est le contenu du concept "d'indépendance nationale"? Il est clair pour chacun que le sort du peuple nord vietnamien - en admettant que le gouvernement d'Ho-Chi-Minh exprime démocratiquement la volonté des masses populaires - se décide en dehors de lui, à l'échelle des jeux d'influence de la grande politique internationale. Qui ne sait que la lutte serait privée de toute signification militaire sans l'appui massif de techniciens et d'armes, russes ou chinois et qui peut prétendre que les intérêts de ces pays - dont les gouvernements qui s'entredéchirent ne se font pas faute de traiter en sous-main avec les "agresseurs impérialistes" - coïncident avec ceux du peuple vietnamien autrement que par l'éternel jeu des alliances politiques? Un peuple entier est sacrifié à une lutte militaire stérile sans que l'on se soucie de savoir si le gouvernement qui poursuit la lutte en son nom représente ses intérêts véritables. Défendre le peuple américain et le peuple vietnamien, c'est faire toute lumière sur le caractère social des gouvernements qui les ont dressés l'un contre l'autre, et sur les arguments qu'ils invoquent pour se justifier et justifier le conflit. Face aux travailleurs, quels intérêts essentiellement différents de ceux des Etats-Unis défend le régime "socialiste" d'Ho-Chi-Minh? Les masses ont-elles un droit de gestion et de contrôle sur la vie économique et sur la production, sur la vie politique et culturelle du pays? La police, l'armée, la bureaucratie administrative et militaire ont-elles disparues? Un pays à structure économique agricole peut-il se prétendre socialiste en vertu de la seule domination de

son régime politique sans contredire l'axiome fondamental de la sociologie matérialiste de Marx qui prétend que la superstructure politique est subordonnée à la base économique et non l'inverse, et qu'une société supérieure ne peut se développer que là où les conditions économiques et culturelles fondamentales sont acquises; et l'on sait ce que Marx entendait par là. Cette domination ne correspond-elle pas à une mystification idéologique du même ordre que celle qui permet aux américains de se prétendre les défenseurs du "monde libre"?

" Quand on connaît les conditions dans lesquelles s'est installé le régime d'Ho-Chi-Minh et la manière dont son administration militaro-bureaucratique a imposé son pouvoir, on ne peut admettre à aucun degré l'identification fondamentale sur laquelle repose ces concepts d'autodétermination et d'indépendance nationale, l'identification d'Ho-Chi-Minh et de son régime avec le peuple du nord-vietnam. Nous savons que Ho-Chi-Minh et son parti poursuivent une lutte acharnée et sont prêts à sacrifier leur peuple dans cette lutte. Que ce dernier approuve ou désapprouve ce que nous ne savons pas, ne modifie en rien le caractère de l'oppression qu'il subit et des atrocités qu'on perpète en son nom. (Ce qui sert à la droite pour dénoncer les atrocités du Viet-Minh). Dans un pays où le peuple n'a aucun droit de regard sur la marche de la vie économique et politique, l'indépendance nationale, la guerre de libération nationale signifient le droit et la liberté pour la caste ou la classe au pouvoir de disposer librement et indépendamment du peuple qu'il exploite. En nous plaçant d'un point de vue de classe, nous ne pouvons que nous élever contre l'exploitation que subit le peuple de part et d'autre. Que la majorité du peuple américain soit pour la guerre relève pour nous de la même logique que celle qui permet de déclarer que le peuple nord-vietnamien approuve le gouvernement d'Ho-Chi-Minh et veut poursuivre la lutte militaire y compris jusqu'à sa propre extermination. Le conflit vietnamien s'insère dans la stratégie politique mondiale qui oppose depuis le partage du monde à Yalta, deux groupes de puissance impérialistes. Le considérer sous son seul aspect de lutte pour l'indépendance nationale s'est confondre la réalité sociale avec son reflet idéologique et faire le jeu de l'un ou l'autre bloc en laissant passer la seule chance de définir "une position révolutionnaire de classe" et de mener une lutte efficace contre le système d'oppression et d'exploitation qui sévit d'un côté comme de l'autre. Toute propagande qui fait reposer la responsabilité du conflit sur l'un ou l'autre belligérant et se refuse à considérer le problème dans sa totalité comme problème social et non militaire, apporte son appui-direct ou indirect- à la préparation idéologique de la guerre mondiale; dénoncer la politique de ses oppresseurs ne suffit pas pour mobiliser le peuple américain contre la guerre; il faut encore dénoncer la politique des maîtres du peuple nord-vietnamien et montrer comment- en dépit de divergences économiques et stratégiques, elles se complètent et se prêtent un appui réciproque pour perpétuer l'oppression de tous les travailleurs sans distinction de patrie, de nationalité, de race, etc,.. (cf. La Hongrie). L'expression de cette vérité ne peut nuire à la cause de la paix qui est liée à la lutte révolutionnaire des masses.

" Nous nous proposons par conséquent, de soumettre à vos camarades et lecteurs les deux thèmes de discussion suivants:

- 1/ contre les impérialismes de l'Est ou de l'Ouest seule importe du point de vue d'un socialisme révolutionnaire, la lutte révolutionnaire de classe
- 2/ il convient de rechercher en commun et de définir théoriquement les formes de cette lutte révolutionnaire compte tenu des circonstances particulières où se trouvent à l'heure actuelle, les classes exploitées et opprimées de tous les pays, à l'Est comme à l'Ouest.

DISCUSSION

Le débat qui suit reproduit la discussion entre les camarades de Paris lors de la dernière réunion. Il nous a paru préférable de le présenter sous forme de dialogue chaque camarade étant identifié par une lettre.

An. - Le texte du camarade V. (voir ICO N° 51-53-54-55- et 57) procède d'un nationalisme inconscient. Par contre le texte du camarade de Marseille (ICO N° 60 p.10) n'y voit que le conflit entre impérialismes ce qui amène la conclusion "on n'a rien à y faire et on va se coucher". Qu'on le veuille ou non la lutte au Viet-Nam est une lutte des masses qui cherchent à se libérer. Toute lutte des masses est positive. Dans les pays sous-développés, cette lutte en se développant peut se transformer elle-même et en même temps développer les contradictions dans les pays développés. On doit s'affirmer solidaires de telles luttes.

Pour prendre un autre exemple ce n'est pas parce qu'une grève est dirigée par les syndicats qu'il faut s'en désintéresser: une grève officielle et légale peut se transformer en grève sauvage.

V.- Lorsque j'ai écrit les articles sur le Viet-Nam c'était d'après mes propres souvenirs; d'après ce que j'avais ressenti au moment où je vivais ces événements; lorsque j'aborderai ensuite la situation présente, ce sera très différent.

La lutte actuelle ne présente pas un caractère "progressiste". Il n'y a qu'un appareil d'état qui organise les paysans, de gré ou de force, dans un combat qui n'amènera pas la libération des ouvriers et des paysans. Au contraire une nouvelle classe instaure une nouvelle forme de société d'exploitation.

A l'égard du Viet Nam notre position doit être celle que nous avons à l'égard de toutes les guerres. Dans celle-ci se poursuit le jeu des puissances (impérialismes aux prises avec leurs contradictions) sur le dos des paysans. Pour la Chine, il s'agit de gagner du temps pour fabriquer la bombe H.

Dans la société capitaliste, la guerre est permanente. Peu importe qu'il y ait un accord URSS-USA, guerre mondiale ou pas, nous luttons contre la guerre en elle-même, contre toutes les guerres. Cela ne nous intéresse pas de savoir si la 3^e guerre mondiale est commencée. Guerre ou pas, ce sont toujours les classes exploitées -travailleurs- paysans- qui trinquent. C'est là que se situe notre lutte, en dehors des péripéties du conflit permanent entre grandes puissances.

C.- Le texte de V. n'a pas été compris par beaucoup de camarades autrement que comme le témoignage d'une certaine époque; un tel texte répond pleinement au but d'ICO qui est d'informer. Quant au problème de "conscience"- le même qui se posait lors de la guerre d'Algérie- c'est un problème propre à chaque camarade et que chacun résout d'après son engagement particulier. Chacun peut d'ailleurs évoluer à la mesure de son expérience et des circonstances. Par exemple, à propos des comités Viet-Nam, des camarades se posent la question "y aller ou pas". Y aller pour tenter de les mettre eux-mêmes en contradiction, voire de les déborder? Ne pas y aller parce que c'est le soutien, ou bien de la politique française actuelle, ou bien du FNL?

D.- Aux USA les mouvements contre la guerre au Viet-Nam, dans certaines villes, débordent peu à peu et atteignent la petite bourgeoisie. La guerre au Moyen-Orient, les a toutefois provisoirement stoppés en raison des prises de position pour

Israël.

Des problèmes pratiques peuvent se poser pour nous; par exemple celui de l'aide aux déserteurs américains, lesquels sont de plus en plus nombreux. Une telle aide ne signifie pas être pour le Viet-Cong. Pourtant c'est bien autre chose que manifester chercher à déborder les staliniens dans la rue avec des slogans ou des banderoles.

X.- (représentant du GLAT.) Il faut d'abord examiner ce problème sur le plan théorique, en référence à la lutte de classes. Au Viet-Nam du sud ce sont les forces impérialistes traditionnelles, au Nord ce sont d'autres forces étatiques (capitalisme d'état). Nous sommes également opposés à ces deux formes de sociétés; les états "socialistes" n'étant que du capitalisme au degré absolu.

Sur un plan sentimental nous pouvons être plus ou moins influencés par les positions de la "gauche", mais la seule lutte valable est celle de la classe ouvrière contre ceux qui la dominent et l'exploitent.

Les conditions sociales présentes ne se prêtent pas à une telle lutte au Viet-Nam. Dans d'autres pays, c'est la lutte contre la bourgeoisie de ce pays qui compte. La seule possibilité est que les ouvriers des pays avancés luttent de cette façon par exemple contre les productions de guerre. Il n'y a aucun autre moyen de prendre position dans ce conflit.

D.- Les mouvements de lutte contre la guerre au Viet Nam touchent peu les ouvriers aux USA; au contraire, ce sont parfois des ouvriers qui contre-manifestent et rossent les manifestants. On voit apparaître là certaines tendances fascistes. Quant à voir les ouvriers américains refuser les fabrications d'armements, c'est purement idéal.

Al.- Du point de vue du prolétariat, Ho Chi Minh est à la tête d'un état bureaucratique. Mais s'il faut distinguer entre les deux Viet-Nam je prends parti pour Ho Chi Minh; le Sud c'est le passé avec les américains. Le Nord, c'est autre chose qu'avant. Cela donne une base pour faire plus tard la révolution prolétarienne quand le prolétariat aura éliminé la bureaucratie.

C;- Je veux reprendre la réflexion de D. sur les tendances fascistes qui trouveraient un support parmi la classe ouvrière aux USA alors que les protestations contre la guerre émanent presque uniquement des milieux intellectuels. Cela peut exister partout, y compris en France. On peut trouver des exemples ici (guerre d'Algérie). A Cuba, la classe ouvrière qui était dans une situation privilégiée (industries de luxe) était hostile aux paysans et soutenait Batista. Je ne tire pas de conclusions formelles je remarque simplement un fait pouvant être étudié.

D.- Comme le dit Al. il y a un progrès indéniable entre l'état féodal de l'Indochine et l'état bureaucratique du Viet-Nam du Nord. Le constater est une chose cela ne signifie pas que l'on soutient ce camp là.

Mais on ne peut se désintéresser de ce qui se passe au Viet-Nam parce que c'est loin, parce que ça nous est égal ou toute autre raison plus ou moins théorisée. Je suis contre l'aide au FNL mais si on peut emmerder les américains on le fait, même si indirectement cela aide le FNL.

An.- Il faut prendre garde aux restes d'un militantisme d'une autre époque secouée par la lutte des petites nations pour leur indépendance. Il faut prendre la question d'une façon globale. Autrement on est pris dans des contradictions insolubles. L'ennemi est dans notre pays. Les Viet-Namiens luttent contre les américains parce qu'ils sont dans la place. Ailleurs dans le monde, cette lutte permet à d'autres couches sociales de prendre conscience: noirs aux USA, algériens, etc..qui lient leur lutte à

celle du Viet-Nam.

P.- Sur la question des déserteurs américains, il faut préciser que l'on est prêt à soutenir n'importe quel déserteur, qu'il soit américain ou russe. Quant aux ouvriers, ils peuvent aussi bien soutenir un fascisme blanc ou rouge; il suffit d'une situation ou d'une propagande pour qu'ils s'engagent à fond dans une voie sans prendre de position intermédiaire.

D.- Il ne faut pas tirer de conclusions générales de quelques petits faits constatés au cours de manifestations contre la guerre aux U S A .

C.- Il y a quand même une question de fond: celle de la mission absolument déterminante de la classe ouvrière . Je ne pense pas , en toute honnêteté pouvoir l'affirmer, cela vient peut être de ma formation non-marxiste. Récemment encore , des faits précis , vus dans ma boîte , lors du conflit israélo- arabe : ceux qui bouffaient du juif la veille soutenaient à fond Israël le lendemain par haine des arabes , se vengeant plus ou moins d'humiliations refoulées dans la guerre d'Algérie .

La position des camarades: " Il faut choisir " - " Si l'on avait à choisir " , me semble fausse. C'est toujours entre deux maux qu'on nous demande de choisir. Jamais pour une troisième position , qui est d'être du côté des exploités dans n'importe quel camp. Vainqueurs , les prolétaires israéliens vont dérouiller ; Golda Meïr , ex ministre socialiste , pour une fois ne déconnant pas , déclarait juste avant les hostilités : " Si la guerre se déclenche , c'est la classe ouvrière qui le paiera , et les travailleurs devront subir Dayan et Begin " . Idem bien entendu pour les ouvriers et paysans d'Egypte ; eux aussi paient

Si l'on refuse de suivre les choix qu'on nous propose , on s'attire la réplique " Tu ne fais rien " alors que ceux qui se contentent de voter tous les trois ou quatre ans, de signer des pétitions , ou de manifester entre deux haies de flics ou du S. O. du P C sont persuadés qu'ils " font quelque chose " . Même certains agités vont jusqu'à dire " Si on ne choisit pas , c'est qu'on prend parti pour les américains ... " .

Le seul moyen de ne pas se laisser enfermer dans un tel faux dilemme , c'est d'essayer d'aller jusqu'au fond des problèmes dans la discussion tout en maintenant une solidarité avec les opprimés de partout .

D.- Si les travailleurs ont une mission , on n'en sait rien ; mais si la société d'exploitation doit cesser , qui sinon les exploités la feront cesser . Certainement pas ceux qui en profitent . Il est évident qu'il faut se méfier de tout messianisme. Chacun fait dans tout cela ce qu'il peut lorsque les événements se déroulent . Des intellectuels font circuler une pétition dans les milieux scientifiques mondiaux pour un boycott des savants qui travaillent aux produits nocifs (défoliation , gaz, ...) C'est dirigé pratiquement contre les américains , mais ce n'est pas à sens unique . C'est une position assez rédicale et quelque chose de plus qu'une simple pétition . Peu signeront parce qu'assez souvent la recherche vit de subsides plus ou moins avoués de l'armée et le résultat sera sans doute nul .

X (GLIT) Une telle action n'a aucune portée . Il faut se placer du point de vue de la lutte de classe et de l'efficacité de toute action .

D.- Si l'on se place du point de vue de l'efficacité , notre réunion elle même n'a aucun sens ; et il en est de même pour beaucoup de groupes et beaucoup d'actions , même si l'on se donne l'apparence du contraire .

~~XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX~~

BULLETINS et BROCHURES sont en vente aux librairies suivantes :

-Publico -rue Terneaux - Paris IIeme

-La Vieille Taupe - I rue des Fossés St Jacques - Paris -5eme

- La Nef de Paris - 25 rue des Boulangers - Paris - 15eme

les grèves en LORRAINE

Les grèves de Lorraine n'ont pas eu la vedette. Aucun groupe "révolutionnaire" n'y pouvant revendiquer, comme chez Dassault, à St Nazaire, ou à Rhodiaceta Lyon-Vaise (voir ICO N° 59 et 60), une gloire particulière et s'en servir de drapeau. Pourtant, sous tous leurs aspects, les structures de l'industrie lorraine et les conflits qui s'y déroulent, sont beaucoup plus ceux d'un capitalisme moderne qu'à Bordeaux ou à St Nazaire. La grève chez Rhodiaceta en serait plus proche mais à l'échelle d'une seule firme alors qu'en Lorraine tout se passe à l'échelle d'une région industrielle, sinon d'une industrie entière. Si l'on en parle peu, c'est précisément parce que ce qu'on observe oblige à voir l'évolution présente de notre société et par-tant la signification réelle non seulement du syndicalisme mais de toutes les formes d'activisme révolutionnaire.

Quels sont les éléments qui à notre avis, nous permettent de penser ainsi:

1/ A l'échelle d'une région, et même de la France, on se trouve en face d'une industrie très concentrée, annexant tout depuis les mines jusqu'aux produits semi-finis, aux interpénétrations très complexes alors même que subsistent en apparence certaines entreprises familiales: dans les pourparlers au cours de la grève, un seul représentant "patronal", émanation de l'ASSIMLOR (Association de la Sidérurgie et des Mines de Lorraine) en face de 6 représentants syndicaux.

2/ Cette concentration est elle-même la conséquence d'une prise directe sur le marché international. Non seulement mines et sidérurgie se sont trouvées depuis 20 ans contraintes de former un super organisme européen (la CEE) mais elles sont parmi les industries qui ont été le plus influencées par la compétition entre grands états dans un domaine qui reste la base de la puissance industrielle: matières premières (charbon et minerai) à des prix toujours plus bas par le jeu de divers facteurs (charbon américain ou oriental, mines de fer plus riches et plus facilement exploitables, abaissement du coût des transports maritimes, construction de nombreuses aciéries dans les pays non industrialisés, substitution à l'acier d'autres métaux ou des plastiques). Les profits ont tendance à baisser, alors que des investissements énormes doivent être effectués.

3/ La concentration qui découle de cette situation, les déplacements d'usine, la pression de la productivité, des réductions de salaires et d'horaire, cela créé une unification de la lutte de classe à l'échelle d'une région, d'un état et même internationale, même si cela ne se concrétise pas dans des liaisons syndicales ou autres.

4/ du côté capitaliste, les capitaux des entreprises visées ou sont insuffisants ou ont tendance à fuir vers d'autres secteurs. Chacun se tourne alors vers l'Etat. C'est lui qui doit prendre le relais des investissements. Son intervention se fait de plus en plus importante. Jusqu'au point où les entreprises elles-mêmes parlent de nationalisation (c'est aussi la revendication de la CGT). L'objectif paraît alors évident pour les capitalistes: reprendre les capitaux pour les investir dans des secteurs plus rentables. Mais de ce fait, se trouve atteint le stade ultime de la concentration dans le cadre national. Ce n'est pas ce stade qui est atteint mais une formule plus souple et presque équivalente: le "plan acier" signé le 29 juillet 1966 par les industriels et le gouvernement par lequel essentiellement l'état impose un plan de modernisation et le finance.

5/ Alors que l'entreprise familiale, ou l'usine d'il y a 20 ou 30 ans pouvait se contenter du paternalisme dans le domaine des rapports de production (avec l'exclusion pratique du syndicat) la concentration au niveau régional et national oblige au recours des syndicats comme organismes de liaison et de participation à la gestion. De fait, les syndicats se sont trouvés portés naturellement à ces fonctions à mesure que les crises forçaient à la concentration, que des luttes sociales en marquaient les étapes. "Table ronde" des mineurs de fer à la suite de la grève de 63 "convention sociale" de la sidérurgie liée au Plan Acier, avec participation permanente à diverses commissions aux côtés de représentants patronaux et gouvernementaux.

Nous ne pouvons décrire ici tous les rouages de ce Plan Acier; notons seulement que les syndicats y participent notamment à une commission de Modernisation de la Sidérurgie dont ils font partie depuis des années et que Jacques Ferry, président de la Chambre Syndicale de la Sidérurgie Française, déclarait, en octobre 66 dans une conférence de presse:

"Tel est le schéma dont certaines parties vont pouvoir être précisées à l'occasion des discussions paritaires qui auront lieu très prochainement dans le cadre des régions, avec les partenaires sociaux, ouvriers, employés et cadres. Il doit permettre de neutraliser, du point de vue social, les conséquences directes de l'application du Plan durant les cinq prochaines années". (Actualités Industrielles Lorraines- N°105 Octobre 66). Voilà une excellente définition du syndicat et de son rôle dans la société capitaliste moderne.

6/ La sidérurgie et les mines de Lorraine, ce sont autant des travailleurs étrangers que des lorrains. Le Plan Acier, c'est l'aménagement d'une industrie sur la compétition internationale, c'est-à-dire imposer aux hommes les seules règles du profit et de la technique. Un mineur reclassé est un homme déclassé. Et les promesses de reclassement ne sont plus rien que du vent si les usines nouvelles sont construites en bord de mer (à Dunkerque ou bientôt à Fos sur Mer) ou plus productives (la nouvelle usine Sacilor produit avec 2000 ouvriers autant que 10.000 à la Sollac construite il y a à peine 15 ans).

Ce qui pouvait paraître autrefois une résistance à la modernisation (c'est ainsi qu'on représentait la grève à Decazeville) devient une lutte quasi-quotidienne contre la remise en cause incessante de la simple vie d'un travailleur: il est une chose qui doit se déplacer constamment au gré des "impératifs" de la production capitaliste. La classe ouvrière de Lorraine (en partie des déracinés de toute l'Europe) passant des mines à la sidérurgie, de la sidérurgie ou ne sait où, porte tout le poids de l'aliénation des sociétés modernes.

Chaque grève amène des promesses, un dialogue toujours plus large des syndicats avec les dirigeants, parfois un accord; toujours remis en cause peu de temps après; et une nouvelle grève, plus large, plus dure et un nouveau dialogue, pour recommencer à nouveau. C'est la seule région de France où les occupations sont aussi fréquentes depuis 1960 (voir ICO N° 28- avril 64, p.16- Trieux et les mines de fer de Moselle). C'est aussi la région où la participation des syndicats paraît maintenant aller le plus loin pour "neutraliser" les travailleurs. Mais cette lutte de classe contre cette bureaucratie à trois têtes- patronale- gouvernementale- syndicale- qui s'unifie, se poursuit. Deux mois après la fin de la grève d'avril 67, à nouveau une mine est occupée à Valleroy.

7/ Pourtant les données politiques "traditionnelles" des diverses organisations ne sont pas réunies en Lorraine. Pas de "passé révolutionnaire". Au

contraire ,le paternalisme d'autrefois qui s'est fait domination plus sournoise mais tout aussi totale (voir la condition ouvrière dans la sidérurgie lorraine ICO n° 47) beaucoup d'ouvriers de nationalité diverse liés par leur statut d'étranger ,une région gaulliste et bien pensante , aucun groupe révolutionnaire pour y revendiquer une action de "minorité consciente " ,soit par des distributions régulière de tracts ,soit par des interventions au cours des luttes . Pourtant elles s'y déroulent tout autant qu'ailleurs tout simplement parce que les conditions de l'exploitation y sont en fin de compte semblables . Et si elles se répètent avec la force que nous soulignons ci dessus ,c'est que , plus qu'ailleurs ,le faible acquit d'une lutte est constamment remis en question par les transformations rapides de l'industrie et des conditions de travail de toute une région .

En mars 67 des licenciements sont annoncés un peu partout dans les mines de fer : 80 à Bazailles , 150 avant le 30 juin 68 à la S M S , 60 à Valleroy qui en suivent 70 en 1966 , 70 ouvriers à Saulnes doivent être reclassés ... 450 autres licenciements sont envisagés . Tout cela bien sûr avec les "garanties " de la Table Ronde de 1963 - pré-retraite ou "reclassement " dans la sidérurgie . Laquelle sidérurgie annonce au même moment que 15.000 emplois doivent être supprimés en Lorraine dans les années à venir .

Cette nouvelle étape dans la "réorganisation " de la sidérurgie vient d'être mise au point ,dans le cadre du "Plan Acier " ,dans un "protocole social du plan "-20 pages de texte- à l'élaboration duquel ont participé tous les syndicats ouvriers et patronaux de la sidérurgie et des mines . Les chapitres de ce protocole concernent : préambule ,cessation anticipée d'activité ,mutation interne ,mutation concertée ,reclassement , formation professionnelle ,maintien de l'indemnité , problème des frontaliers ,assurance décès ,logement ,retraite complémentaire et commission permanente de l'emploi et de la pré- retraite . C'est l'ensemble de la vie des travailleurs par rapport ,non plus à l'entreprise mais à tout un secteur d'activité qui se trouve étroitement réglementé par une bureaucratie à trois têtes . La CGT et la CFDT ont donné leur accord de principe pour une signature officielle qui doit avoir lieu le 4 avril.

Les dirigeants pensent-ils que tout est parfait à partir du moment où les syndicats ont accepté et qu'on peut passer à l'exécution , ou bien tentent ils , de concert avec les dirigeants syndicaux ,un test pour voir si pratiquement les choses se dérouleront sans heurts , ou bien en profitent ils pour établir une sorte de contre feu contrôlé qui leur permette à tous ensuite d'aller de l'avant sans risquer d'être désavoués par des grèves sauvages de plus grande ampleur échappant à leur contrôle . Il est difficile de le dire ,mais ,le 18 mars ,les mineurs de Bazailles auxquels on vient d'annoncer leur licenciement et leur reclassement ,déclenchent la grève et occupent la mine . Tout de suite ,les syndicats annoncent qu'ils refusent de signer le protocole social (à l'exception de Force Ouvrière) et lancent un mot d'ordre dans les mines de fer - pas une grève générale ,mais une "journée d'action " pour le 4 avril . Parallèlement ,les organisations patronales annoncent le 2 avril que "la signature est reportée au 2 mai . Dès ce moment ,les syndicats présentent comme une perspective de la lutte des mineurs de fer (il n'est pas question à ce moment de la sidérurgie) ce qu'ils pratiquent en secret depuis plusieurs mois: " Il ne s'agit pas d'une grève économique... ce qu'il faut ,c'est une solution d'urgence pour sauver cette région ,parvenir à l'ouverture de discussions pour que de véritables solutions soient apportées " (déclaration CGT).

Dès le premier avril ,la grève prend des formes dures :piquets de grève, opposition au départ du minerai ,sans qu'aucun mot d'ordre n'ait été ,semble-t-il donné . Comme les stocks sont importants , l'opposition au départ du minerai est la seule arme de la grève qui risque de bloquer rapidement les hauts fourneaux . Une partie de la

sidérurgie risque de se trouver rapidement au chômage. Mais le mouvement est inégal: le 3 avril 3 mines travaillent (elles doivent être fermées en juillet); 12 sont en grève sans arrêt des expéditions, dans 15 autres le carreau est occupé, les expéditions stoppées, les employés refoulés.

Le 4 avril, un comité intersyndical CGT, CFDT, CFTC, CGC, prend en mains le mouvement: il décide que la grève continue jusqu'à nouvel ordre et fait des approches du côté du patronat et du gouvernement. FO prend pratiquement position contre la grève en indiquant qu'il accepte de signer le protocole en demandant le 6 avril un référendum (une grande partie des travailleurs de la mine seraient pour la reprise du travail). A partir de ce moment, le déroulement des faits est assez éloquent pour se passer de commentaires:

5 avril: patronat: "certains mineurs demandent à reprendre le travail" tête à tête Saverna (bonze CGT) et Lepoyvre (délégué général d'ASSIMILOR- syndicat patronal) à Europe I- discussion de 20 à 22h; après l'émission, "les échanges opérés le furent toujours avec courtoisie".

6 avril: CGT et CFDT décident une "grande journée revendicative dans la sidérurgie..." "Partout, dès l'annonce du chômage, occupez votre lieu de travail et réagissez pour vos propres revendications"... Curieux cet appel syndical à l'occupation des usines sidérurgiques au moment où les patrons vont les fermer pour manque de minerai. Ils déclareront d'ailleurs le 13 avril: "la grève généralisée que nous entendons mener dans la sidérurgie n'est pas une grève de soutien pour les mineurs de fer..."

Entrevue entre dirigeants à la préfecture d'où sort cette déclaration syndicale:

" Dans l'éventualité où les organisations syndicales... accepteraient de revoir certaines formes d'action les exploitants et les pouvoirs publics prendraient ils l'engagement suivant:

- 1/ rouvrir la discussion sur l'ensemble des problèmes économiques et sociaux des mines de fer.
- 2/ aboutir sur les revendications suivantes: indemnisation des jours chômés, retraite anticipée à 30 ans- régime minier aux travailleurs de surface- taux de cotisation retraite à 4%.

7 avril: poursuites engagées par De Wendel contre 68 mineurs pour occupation. A Nilvange, 500 ouvriers assiègent les bureaux pendant 3 heures et se dispersent sur l'intervention des responsables syndicaux. A Hayange, 32 mineurs demandent au maire de les accompagner pour entrer travailler dans la mine - 30 femmes de mineurs forcent les portes du sous-directeur de la SMS pour demander l'établissement de fiches de paie.

8 avril: à Briey, 150 ouvriers demandent la "liberté du travail" à la préfecture. Les syndicats laissent entendre qu'ils vont entamer une action généralisée dans la sidérurgie à l'échelle de toute la France. La commission nationale de la sidérurgie CGT se réunit à Metz et annonce: " nous venons de prendre des mesures afin que les 200.000 travailleurs de la sidérurgie française puissent s'exprimer rapidement..". Langage bien prudent qui montre que les syndicats pensent à une extension possible mais en dehors d'eux ce qui les mettrait dans l'obligation comme dans les mines de fer de déclencher un contre-feu quitte à se servir des luttes pour gagner quelques positions à la commission sociale du plan Acier.

9 avril: le patronat lorrain fait écho à cette prudence syndicale La SMS à Kuntange surseoit aux mesures de chômage forcé qu'elle avait annoncées: apport "providentiel" de minerai, d'où? ce n'est pas dit. De Wendel reçoit une délégation pour

discuter. Saulnes et Uckange accordent des augmentations de salaires, à la SOLLAC, 1000 pontonniers sont augmentés de 15 à 30 AF de l'heure. Il semble que, même dans les mines le mouvement soit inégal.

11 avril: la journée d'action CGT- CFDT de la sidérurgie est diversement suivie. Pas d'ordre de grève formel. Mais à Homécourt et à Moyeuivre les usines sont occupées et le restant les jours suivants.

12 avril: six représentants syndicaux mines de fer discutent avec un représentant patronal et des fonctionnaires préfectoraux à la préfecture de Metz et publient le communiqué suivant:

" les représentants des syndicats cités ci-dessus considèrent qu'une discussion franche s'est engagée avec le délégué de l'Association patronale sur les cinq points présentés par la déclaration commune du 6 avril, complétés par la demande d'amputation des poursuites du fait de la grève. Ils constatent que cette prise de contact a permis d'apporter certains éclaircissements et que le délégué de l'Association patronale a précisé que la discussion pourrait s'ouvrir simultanément avec la révision de certaines formes d'action. Ils ont décidé de faire un compte rendu de cette prise de contact à leurs organisations syndicales respectives, de se rencontrer à nouveau puis d'informer les pouvoirs publics et les exploitants des décisions prises dans les meilleurs délais".

(suite au prochain bulletin)

RENCONTRE INTERNATIONALE

Comme l'an passé une rencontre internationale aura lieu les 29 et 30 juillet 1967 dans la banlieue parisienne.

Les groupes ou camarades dont les positions sont voisines de celles d'I.C.O. et qui désirent participer à la discussion peuvent écrire à l'adresse d'I.C.O. pour obtenir les informations nécessaires et proposer les sujets qu'ils veulent voir aborder

As past year an international meeting will be held in Paris Vicinty from July 29 and 30 .

Comrades and groups who share neighbour positions to ICO's and who wish to take a part in the discussion should write to ICO in order to obtain the required informations and to propose the subjects that they want to be discussed.

INTERNATIONAL MEETING.

Ce que nous sommes, ce que nous voulons

Ce texte ne constitue pas un programme ou une plate-forme d'action il constitue le point, d'une discussion permanente entre tous les camarades d'I. C. O. chacun peut le remettre en question. En tout ou partie.

Le but de notre regroupement est de réunir des travailleurs qui n'ont plus confiance dans les organisations traditionnelles de la classe ouvrière, partis et syndicats.

Les expériences que nous avons faites nous ont montré que les syndicats actuels sont des éléments de stabilisation et de conservation du régime d'exploitation.

Ils servent d'intermédiaires sur le marché du travail, ils utilisent les luttes pour des buts politiques, ils sont les auxiliaires de toute classe dominante dans un état moderne.

Nous pensons que c'est aux travailleurs de défendre leurs intérêts et de lutter pour leur émancipation.

Travailleurs parmi d'autres, nous essayons de nous informer mutuellement de ce qui se passe dans nos milieux de travail, de dénoncer les manœuvres syndicales, de discuter de nos revendications, de nous apporter une aide réciproque.

Dans les luttes, nous intervenons comme travailleurs et non comme organisation pour que les mouvements soient unitaires et pour cela, nous préconisons la mise sur pied de comités associant de façon active le plus grand nombre de travailleurs, nous défendons des revendications non hiérarchisées, et non catégorielles capables de faire l'unanimité des intéressés. Nous sommes pour tout ce qui peut élargir la lutte et contre tout ce qui tend à l'isoler. Nous tentons par des liaisons internationales de savoir aussi quelle est la situation des travailleurs dans le monde et de discuter avec eux.

Tout cela nous mène à travers les problèmes actuels à mettre en cause toute la société d'exploitation, toutes les organisations, à discuter de problèmes généraux tels que le capitalisme d'état, la hiérarchie, la gestion bureaucratique, l'abolition de l'état et du salariat, la guerre, le racisme, le socialisme, etc. Chacun expose librement son point de vue et reste entièrement libre de l'action qu'il mène dans sa propre entreprise. Nous considérons comme essentiels les mouvements spontanés de résistance à tout l'appareil moderne de domination alors que d'autres considèrent comme essentielle l'action des syndicats et des organisations.

Le mouvement ouvrier est la lutte de classe telle qu'elle se produit avec la forme pratique que lui donnent les travailleurs. Ce sont eux seuls qui nous apprennent pourquoi et comment lutter ; nous ne pouvons en aucune façon nous substituer à eux ; eux seuls peuvent faire quelque chose. Nous ne pouvons que leur apporter des informations au même titre qu'ils peuvent nous en donner, contribuer aux discussions dans le but de clarifier nos expériences communes et, dans la mesure de nos possibilités, que leur fournir une aide matérielle pour faire connaître leurs luttes ou leur condition.

Nous considérons que ces luttes sont une étape sur le chemin qui conduit vers la gestion des entreprises et de la société par les travailleurs eux-mêmes.

informations correspondance ouvrières

Correspondance : **P. BLACHIER**, 13 bis, rue Labois-Rouillon - PARIS-19^e

Abonnement : **Un an - 12 numéros : 6 F.**

Versements : **I.C.O., c.c.p. 20.147-54 PARIS**

ROENOTE à l'adresse ci-dessus • Le Directeur de Publication **P. BLACHIER**.